



Marathon JOB-EUROPA

6, rue Pascal Bourcy
17400 - SAINT-JEAN D'ANGELY

Courriel : marathonpourlemploi@gmail.com

Téléphone : 05 46 59 27 67

Sites : www.croisadepourleconomiesolidaire.org ... www.marathon-job.org ...
www.mte-job.org ... www.cagnottesolidaire-job.org ... www.economiesolidaire-mte-job.org

Monsieur Jean-Christophe CAMBADELIS

14.06.06 – MJE 2715 GD/JCC - PS 1

Secrétaire National du Parti Socialiste
10, rue de Solférino
75007 - PARIS

Réactivité indispensable

Tél. 01 45 56 77 00

**Objet 1 : PRIORITE EMPLOI ... Déclarer la guerre à la pauvreté avec l'ESS
avec un partenariat et un volontarisme d'Etat(s), autour d'un
« Marathon européen pour l'emploi solidaire » et une dynamique de PTCE**
Objet 2 : Demande de rencontre et de soutien avec le Président ou avec le 1er Ministre

A l'égal attention de Mesdames Véronique CAYLA, Présidente d'ARTE ... Marie-Claire CARRERE-GEE, Présidente du Conseil d'Orientation pour l'emploi ... Carole DELGA, Secrétaire d'Etat à l'ESS ... Edith HAZIC, Sous-Préfète de la circonscription de Saint-Jean d'Angély ... Ségolène NEUVILLE, Secrétaire d'Etat chargée de la lutte contre l'exclusion ... Sylvia PINEL, Ministre à l'Egalité des Territoires ... Najat VALLAUD-BELKACEM, Ministre de la Ville et des sports,
de Messieurs Claude ALPHANDERY, Président du Labo de l'ESS ... Jean BASSERES, Directeur Général du Pôle emploi ... Bernard CAZENEUVE, Ministre de l'Intérieur ... François CHEREQUE, Président de l'Agence du service civique ... François HOLLANDE, Président de la République ... François REBSAMEN, Ministre du Travail et du Dialogue social ... François SOULAGE, Président du Collectif national « Alerte » et du Secours catholique ... Manuel VALLS, Premier Ministre,
... Gilbert CAROFF et les membres de l'association **Marathon JOB-EUROPA** et du **Pôle d'économie solidaire en Vals de saintonge**

« Jamais, sans doute, depuis l'établissement de notre démocratie républicaine, les plus hauts responsables politiques n'avaient aussi systématiquement, effrontément et cyniquement menti aux Français.

*Dès lors que la tromperie vient de l'Etat, mais aussi des dirigeants de l'opposition, plus personne ne peut l'endiguer.
On respire comme on ment, et on ment comme on soupire ».* Jean-François Kahn, « Menteurs ! », éditions PLON 2012

Saint-Jean d'Angély, **ce vendredi 6 juin 2014**
Commémoration du Débarquement en Normandie

Monsieur le Premier Secrétaire,

1. Voilà, ce fût grandiose ... nous avons à nouveau magnifiquement commémoré « le passé » et c'est bien. Mais pour quel « avenir », aujourd'hui ? ... voire quelles nouvelles pistes pour « l'EMPLOI » qui ne cesse de se dégrader (cf. les derniers chiffres « officiels » du chômage, toujours aussi mauvais ... comme leurs commentaires) ? Avez-vous réellement tiré les enseignements de ces deux dernières élections de mars et mai 2014, annonciateurs de changements ? ... mais malheureusement pas ceux que nous espérions en mai 2012 (1).

Nous laissons volontiers les pseudo-experts, thuriféraires attirés des médias, sonner le tocsin ou « crier au loup » pour justifier leurs grasses rémunérations (toujours les mêmes avec leurs « conseils équivoques » et leurs « critiques chiasseuses », leurs certitudes et leurs permanentes contradictions au gré des événements) ... où sont leurs cicatrices ? ... que proposent-ils vraiment ? ... mettraient-ils leurs biens personnels en caution de leurs propos, comme n'importe quel chef de petite entreprise ?

Quels enseignements et quel chemin emprunter face à cette impuissance collective ?

Vous-mêmes, allez-vous rabattre à nouveau trop tôt le couvercle sur un désarroi contagieux ?

2. Acteurs de la « Société civile », au cœur de la précarité partagée (et de la ruralité), nous suggérons au Gouvernement, sans nous lasser, un « **Marathon JOB-EUROPA** » et ses déclinaisons présumées gagnantes, basé sur l'économie solidaire, pour aller à la rencontre et faire participer les « sans-voix » et les « invisibles de la République » ... compris la masse de ceux qui doutent, qui s'angoissent et qui souffrent, celles et ceux qui se sont abstenus d'aller voter ou qui, plus par dépit que par convictions, ont offert leurs voix à la vague bleue marine.

Nous vous savons gré de bien vouloir prendre connaissance du contenu de ce projet fédérateur et progressivement dimensionné vers l'Europe et vous comprendrez que cette proposition persévérante s'avère plus qu'en phase avec cette détestable actualité (celle des perdants et des laissés pour compte) et qu'elle nécessite un « **partenariat d'Etat** » pour réussir .

Vous la corroborerez utilement aux courriers adressés au Président François Hollande et au Premier Ministre, Manuel Valls (et avant lui, à Jean-Marc Ayrault), ceux des 10 janvier, 10 avril et 27 mai (ci-joints), ainsi qu'aux 16 Ministres et Secrétaires d'Etat intéressés à la mise en œuvre de cette ambitieuse « **action emploi** », comme à ceux aux 27 conseillers à l'Elysée et à Matignon, tout autant concernés.

Vous noterez au passage que l'un de vos prédécesseur au poste de « 1^{er} Secrétaire du parti socialiste », (justement le même Président François Hollande, par nous déjà sollicité en son temps), avait transmis notre proposition le **7 juillet 1997** vers Jean Glavany qui, lui-même, avait aussitôt transmis le 18 juillet vers Madame Martine Aubry, alors Ministre du travail, pour aboutir à ... « RIEN ».

Technique longuement éprouvée et subie depuis, quelques fussent les Gouvernements, sans cesse confrontés aux mêmes constats, aux mêmes causes, aux mêmes effets, aux mêmes justifications évanescentes, aux mêmes promesses non tenues ... aux mêmes excuses ?

Vous noterez également les différents courriers adressés à Monsieur Benoît Hamon (alors Ministre de l'Economie sociale et solidaire et principal intéressé à sa réalisation), le 21 mai 2012, le 26 octobre 2013, les 10 janvier et 24 février 2014 ... sans succès !

Nous avons pourtant apprécié la réactivité de Madame Isabelle Sima (Cheffe de Cabinet du Président), qui, à réception de notre courrier du 10 janvier à l'Elysée, l'a aussitôt fait suivre le 27 janvier à Monsieur Michel Sapin (alors Ministre du travail et du Dialogue social) qui lui-même, dans des délais convenables aussi et par le biais de Jean-Christophe Toulon (son Chef de Cabinet), l'a également transmis le 10 février à Monsieur Benoît Hamon. Ces courriers ont dû obligatoirement se croiser aux Cabinets de Bercy, et pourtant, à la suite, impossible d'obtenir une quelconque réponse malgré plusieurs appels téléphoniques et trois courriels ... et, depuis, « nouvel arrêt » consécutif au remaniement ministériel !

3. Avec le temps, nous nous estimons donc fondés à nous interroger :

- les collaborateurs des Ministres sont-ils en nombre suffisant pour traiter tous les dossiers ?
- ... sont-ils à ce point débordés par l'afflux de demandes, voire liées aux crises qui nous frappent ?
- ... sont-ils compétents dans leur domaine et/ou leur rôle ne consiste-t-il pas simplement à transmettre ?
- ... ne gèrent-ils que ce qui provient des élus et des autres ministères au détriment des « particuliers » ?

4. Conscients du « bien fondé » de notre proposition et de nos « responsabilités citoyennes » au regard de ce contexte de plus en plus suicidogène (compris des jeunes et des moins jeunes qui, privés de revenus et de perspectives économiques, passent malheureusement « à l'acte »), nous avons donc ré-interpellé le Président, le Premier Ministre, les Ministres et les conseillers estimés concernés (cf. ci-dessus) ... notamment Madame Fourneyron qui a repris les rênes de l'ESS derrière Monsieur Hamon, et puis elle vient de démissionner pour raisons de santé.

Ce même jour, nous renouvelons donc sans frémir notre demande à Madame Delga qui la remplace (cf. ci-joint). Vous noterez également à nouveau le courrier du 2 juin que nous venons de recevoir de Monsieur David Lebon (Chef de Cabinet de Monsieur Montebourg), nous signalant qu'il avait transmis notre demande à Madame Fourneyron, chargée de nous répondre.

5. Nous verrons bien, sauf que les délais pour monter une ou plusieurs éditions-pilote à l'automne 2014, s'amenuisent dangereusement. C'est encore possible à Grenoble, vers un maire qui détient quelques bonnes « cartes en mains », assuré de l'appui de son Conseil régional Rhones-Alpes (mais pas d'un « partenariat d'Etat » pour garantir l'indispensable réussite de cette opération-test) ... d'autres métropoles, telles Lille ou Nantes ?

Raison pour laquelle, sans perdre de temps et dans votre rôle, nous vous demandons d'appuyer ces demandes d'audience avec le Président Hollande ou avec le Premier Ministre, Manuel Valls.

Avec espoir ... également pour les futurs publics bénéficiaires de cette « action-emploi »,
Recevez, Monsieur le Premier Secrétaire, nos meilleurs sentiments et solidaires.

Gabriel DELICOURT

Président de l'association Marathon JOB-EUROPA

1. Cf. [la Tribune de Michel Onfray dans le Nouvel Observateur du 29 mai 2014, n° 2586 : « Marine Le Pen fait déjà la loi »](#).